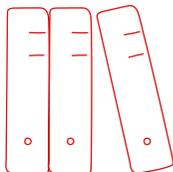


Droit



Le système de « *Civil Law* » (ou droit romano-germanique) constitue l'un des grands systèmes juridiques du monde qui doit, avec la *Common Law*, beaucoup au droit français.

Le droit français a inspiré de très nombreux pays étrangers, c'est pourquoi en choisissant de faire des études juridiques en France, les étudiants peuvent découvrir les racines du système en vigueur chez eux et, pour ceux en provenance de pays du *Common Law*, s'initier aux grands axes de « l'autre » système juridique.

Les conceptions de l'enseignement du droit en France font une large part à l'analyse critique et à la réflexion sur ce qu'est le droit, mais aussi ce qu'il devrait être ou pourrait être. À partir d'un socle de connaissances que doit acquérir l'étudiant, elles amènent à réfléchir sur le droit et les questions de méthode et de forme.

La règle de droit a au fil du temps été modifiée, transformée, remplacée. La connaître est nécessaire, mais il est tout aussi indispensable d'être capable de la commenter, l'analyser, la critiquer, pour être ensuite en mesure de comprendre l'apport réalisé par la règle nouvelle et d'en comprendre les enjeux.

Cette approche française des études de droit permet d'autres débouchés que les carrières judiciaires (juge, avocat, magistrat, notaire, greffier, huissier, ...). Les étudiants peuvent aussi choisir une carrière administrative, de cadre supérieur du secteur privé (juriste d'entreprise, en droit social, droit de l'environnement, dans les banques et les assurances, ...) ou de l'administration publique, pour des professions dans lesquelles des aptitudes à traiter des questions juridiques, administratives, de ressources humaines, etc., sont requises, au niveau national, européen ou international.

Les études de droit s'effectuent principalement à l'Université. L'évolution du droit, son application dans la vie quotidienne et les nouveaux champs concernés en font une filière qui forme toujours aux carrières judiciaires, mais aussi des juristes spécialisés dans tous les secteurs d'activité. Les nombreuses spécialisations et formations bi-disciplinaires, où le droit est associé à un autre domaine, sont proposées par plus d'une quarantaine de Facultés de droit.

.10,74 milliards d'euros de budget pour la Justice française (2022)

.68 000 avocats (2022)

.87 000 agents au Ministère de la Justice dont 8 500 magistrats (2022)

.473 tribunaux d'instance

.164 tribunaux judiciaires

.234 tribunaux de commerce

.270 conseils de prud'hommes

.42 tribunaux administratifs

.36 cours d'appel

Sources : Ministère de la Justice - www.justice.gouv.fr

International



DOMAINES ASSOCIES

- Commerce • Banque
- Commerce • Défense
- Entreprise
- Fiscalité • Immobilier
- Juridique • Magistrature
- Ressources humaines

SOUS-DOMAINES

- Administrateur judiciaire
- Administration pénitentiaire
- Avocat • Avoué • Barreau
- Clerc d'huissier • Clerc de notaire • Commissaire de justice
- Commissaire-priseur judiciaire
- Conseil d'État • Conseiller en propriété industrielle
- Cour de cassation • Fiscaliste
- Gardien de prison • Grande instance
- Greffe • Greffier • Huissier
- Ingénieur brevet • Juge
- Jugement • Juriste
- Législation fiscale • Lobbyiste
- Magistrat • Magistrature
- Mandataire liquidateur • Notaire
- Police judiciaire • Procès • Procureur
- Secrétaire juridique • Substitut
- Surveillant pénitentiaire • Tribunal

La France fait partie du programme du *Council of Europe Programme on Human Rights Education for Legal Professionals* (HELP) pour renforcer la capacité des juges, des avocats et des procureurs, dans les 46 États membres du Conseil de l'Europe. Il œuvre pour l'application des normes européennes en matière de droits de l'homme dans leur travail quotidien et propose des cours en ligne HELP qui couvrent une gamme de sujets relatifs aux droits de l'homme.

L'École Nationale de la Magistrature (ENM) est membre fondateur de Réseau européen de formation judiciaire (REFJ) et du Réseau euro-arabe de formation judiciaire (REAFJ), et membre de l'Organisation internationale pour la formation judiciaire (IOJT). Le programme européen de formation aux droits de l'homme pour les professionnels du droit regroupe des représentants d'instituts de formation de 46 États membres du Conseil de l'Europe pour l'harmonisation de la formation sur les normes de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH).

L'ENM intervient en appui aux instituts de formation judiciaire et forme des magistrats étrangers et français pour l'international. Dans le cadre de coopérations bilatérales ou multilatérales, l'ENM fait bénéficier ses partenaires de ses expertises : ingénierie pédagogique, pratiques professionnelles, e-formation, problématiques internationales, recherche.

Liens utiles

- Association française des juristes d'entreprise (AFJE) : www.afje.org
- Chambre nationale des huissiers de justice (CNHJ) : www.huissier-justice.fr
- Communauté des métiers du droit : www.village-justice.com
- Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires (CNAJMJ) : www.cnajmj.fr
- Conseil national des barreaux : <http://cnb.avocat.fr>
- Council of Europe Programme on Human Rights Education for Legal Professionals (HELP) : www.coe.int/en/web/help/about-help
- École nationale d'administration pénitentiaire (ÉNAP) : www.enap.justice.fr
- École nationale de la magistrature (ENM) : www.enm.justice.fr
- EUNOMIE réseau des magistrats étrangers formés à l'ENM : www.enm.justice.fr/eunomie
- Fédération nationale pour le droit de l'entreprise (FNDE) : www.fnde.asso.fr
- Institut de droit comparé de Paris - Université Panthéon-Assas Paris II : <http://idc.u-paris2.fr>
- Institut des hautes études internationales (IHEI) - Université Panthéon-Assas Paris II : www.ihei.fr
- Institut national des formations notariales (INFN) : www.infn.fr/formations
- Institut national de la propriété industrielle (Inpi) : www.inpi.fr
- International organization for fiducial training (IOFT) : <https://www.iojt.org>
- JUSTIMEMO, ministère de la Justice : <http://justimemo.justice.gouv.fr>
- Ministère de la Justice : www.metiers.justice.gouv.fr
- Notaires de France : www.notaires.fr
- Réseau européen de formation judiciaire (REFJ) : <https://www.ejtn.eu/fr>
- Réseau euro-arabe de formation judiciaire (REAFJ) : <https://www.eajtn.com/fr>
- Université numérique juridique francophone (UNJF) : <https://cours.unjf.fr>

NIVEAU Licence

CLASSE PRÉPARATOIRE AUX GRANDES ÉCOLES (CPGE) 2 ANNÉES D'ÉTUDES SUPÉRIEURES - L2

La Classe préparatoire en Économie et gestion, option économie, droit, et gestion, est proposée dans des Lycées et en une année à l'ENS Rennes.

BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR (BTS)

DIPLÔME NATIONAL - 2 ANNÉES D'ÉTUDES SUPÉRIEURES - L2
120 crédits ECTS

Le **BTS Collaborateur Juriste notarial** forme les assistants du notaire pour la rédaction d'actes ou en qualité de négociateurs à vendre ou à louer. Le titulaire de ce BTS travaille au sein d'un office notarial. Il assiste le notaire dans l'accomplissement de certaines tâches en tant qu'assistant rédacteur d'actes (contrats de mariage, donations, successions, baux d'habitation, ... et de leur conformité administrative, ou en qualité de négociateur de biens immobiliers à vendre ou à louer.

DIPLÔME D'ÉTUDES UNIVERSITAIRES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES (DEUST)

DIPLÔME NATIONAL - 2 ANNÉES D'ÉTUDES SUPÉRIEURES - L2
120 crédits ECTS

Le **DEUST Assistant juridique** est proposé par l'Institut Sociétés et Humanités Droit, Administration publique de l'Université polytechnique Hauts-de-France.

LICENCE

DIPLÔME NATIONAL - 3 ANNÉES D'ÉTUDES SUPÉRIEURES - L3
180 crédits ECTS

Elle est préparée à l'Université en **Droit, économie et gestion** avec la principale **mention Droit** dans une cinquantaine d'établissements. Dans le cadre d'un double diplôme, Licence et Diplôme Universitaire (DU), les études en droit sont complétées avec l'informatique, l'économie, les sciences et l'innovation.

LICENCE PROFESSIONNELLE

DIPLÔME NATIONAL - 3 ANNÉES D'ÉTUDES SUPÉRIEURES - L3
180 crédits ECTS

Elle est préparée à l'Université en **Droit, économie et gestion** pour deux mentions **Droit** et **Activités juridiques** avec une quarantaine de spécialisations : contentieux et recouvrement, droit et commerce, droit de l'environnement, droit et gestion, droit de l'immobilier, droit du patrimoine, droit privé, droit social, marchés publics, métiers du notariat, ...

La mention **Métiers du notariat** ouvre une palette de fonctions dans différents organismes et collectivités territoriales.

DIPLÔME UNIVERSITAIRE (DU)

3 ANNÉES D'ÉTUDES SUPÉRIEURES

Le **DU Criminologie** est proposé après L2 en 1 an par cinq universités françaises dans le cadre d'études de droit. Cependant la criminologie est considérée en France comme une spécialité dont la formation ne donne lieu à aucun titre ou grade national reconnu.

www.campusfrance.org > Étudiants > Étudier > Les formations > Trouver une formation au niveau Licence

NIVEAU Master

MASTER

DIPLÔME NATIONAL - 5 ANNÉES D'ÉTUDES SUPÉRIEURES - M2
120 crédits ECTS

Il se prépare dans la filière **Droit, économie et gestion** avec différentes mentions qui proposent également plusieurs spécialités : droit comparé ; droit de la communication et TIC ; droit de la propriété ; droit bancaire et financier ; droit canonique ; droit civil ; droit comparé ; droit de l'économie ; droit de l'entreprise ; droit de l'environnement et urbanisme ; droit de l'immobilier ; droit de la propriété intellectuelle ; droit de la santé ; droit des activités maritimes ; droit des affaires ; droit des assurances ; droit des libertés ; droit du numérique ; droit du patrimoine ; droit et management des vins et spiritueux ; droit européen ; droit fiscal ; droit international et droit européen ; droit notarial ; droit pénal et sciences criminelles ; droit privé ; droit public ; droit social ; droits de l'homme et justice internationale ; Économie du droit ; Histoire du droit et des institutions ; Justice, procès et procédure.

www.campusfrance.org > Étudiants > Étudier > Les formations > Trouver une formation au niveau Master

Une quarantaine de **formations de niveau Master sont proposées en anglais** avec plusieurs spécialisations :

Aviation Law; Business law & Management; Business, Tax & Financial Market Law; Comparative Law; Comparative & European private international Law; Law and Finance; Law and regulations of Banking and financial system; Environmental sustainability law and policies; European and International Trade & Investment law; Intellectual property law; International business law; International finance and law; International and European law; International law, international relations and diplomacy; Law, entrepreneurship and Digital; Law & Tax management; Space and Telecommunications Law; Taxation law, Business Law and Compliance

Catalogue des programmes en anglais :

<https://taughtie.campusfrance.org>

DIPLÔME UNIVERSITAIRE (DU)

5 ANNÉES D'ÉTUDES SUPÉRIEURES

Le **DU Diplôme de juriste conseil d'entreprise (DJCS)** est labellisé au niveau national par la Fédération nationale pour le droit de l'Entreprise. Proposé par une dizaine d'Universités, il est accessible au titulaire d'un Master 1 en droit.

Droit

DIPLÔMES BIDISCIPLINAIRES

LICENCE

DIPLÔME NATIONAL - 3 ANNÉES D'ÉTUDES SUPÉRIEURES - L3
180 crédits ECTS

Particulièrement adaptées à l'évolution du droit et de sa spécialisation, ces Licences, filières exigeantes et sélectives, permettent de poursuivre les enseignements de deux Majeures sur 6 semestres jusqu'à l'obtention du grade de Licence. Elles associent à l'enseignement du droit, dès la 1^{ère} année, un autre domaine : la médecine les biotechnologies, les sciences politiques, l'économie, les sciences sociales, l'histoire de l'art ou encore anglais/droit - sciences politiques.

Pour se renseigner, ne pas hésiter à s'adresser directement aux établissements et à consulter leur site web.

MASTER

DIPLÔME NATIONAL - 5 ANNÉES D'ÉTUDES SUPÉRIEURES - M2
120 crédits ECTS

Les cursus portent sur du droit comparé et appliqué dans différents domaines : *Commun Law* et droit comparé, droit comparé des affaires, droit et sciences du travail européen, droits français et étranger, droit international et comparé de la santé, ...



NIVEAU

Post-M



DIPLÔME SUPÉRIEUR DE NOTARIAT (DSN)

1 ANNÉE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES

Le DSN est un diplôme national pour accéder à la profession de notaire, réglementée en France, car il ne permet pas automatiquement d'obtenir les titres de « Notaire » ou de « Notaire collaborateur. » Véritable généraliste du droit, le notaire est un juriste de haut niveau spécialisé dans le conseil auprès des particuliers et des entreprises dans les domaines du droit de la famille, de la gestion patrimoniale, du droit immobilier et du droit rural. Proposé par une vingtaine d'universités, le DSN est accessible aux étudiants titulaire d'un Master 2 ou équivalent de droit notarial.